



**PRÉFET
DE LA ZONE DE DÉFENSE
ET DE SÉCURITÉ DE
POLYNÉSIE FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général pour
l'administration de la police**

Bureau du budget, des achats,
de la logistique et de l'immobilier

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX N° 2025-12/SGAP/-STPAF-FAAA

Aménagement et réhabilitation partielle d'un bâtiment existant à usage administratif (ex-SEAC), situé sur le site de l'aéroport de Faa'a.

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P) N° 2025-12/SGAP/-STPAF-FAAA

Le présent cahier des clauses administratives particulières contient une annexe.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	4
1.1 OBJET.....	4
1.2 RÉGLEMENTATION EN VIGUEUR.....	4
1.3 PROCÉDURE.....	4
1.4 TYPE DE MARCHÉ.....	4
1.5 DÉCOMPOSITION EN LOTS ET EN TRANCHES.....	4
1.6 VARIANTES.....	5
 ARTICLE 2 – INTERVENANTS.....	 5
2.1 MAÎTRE D’OUVRAGE ET POUVOIR ADJUDICATEUR.....	5
2.2 MAÎTRE D’ŒUVRE.....	5
2.3 COORDINATION.....	5
2.4 CONTRÔLE TECHNIQUE.....	5
2.5 COORDONNATEUR DE SÉCURITÉ ET DE PROTECTION DE LA SANTÉ DES TRAVAILLEURS.....	5
2.6 SOUS-TRAITANCE.....	5
 ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	 5
 ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	 6
4.1 OBLIGATIONS CONTRACTUELLES.....	6
4.2 OBLIGATION DE RÉSULTAT.....	6
4.3 ASSURANCE.....	6
 ARTICLE 5 – DÉLAIS D’EXÉCUTION DU MARCHÉ.....	 7
5.1 DÉLAIS D’EXÉCUTION.....	7
5.2 PÉRIODE DE PRÉPARATION.....	7
5.3 PROLONGATION DES DÉLAIS D’EXÉCUTION.....	7
5.4 DÉLAI DE GARANTIE.....	7
 ARTICLE 6 – PRÉPARATION ET DÉMARRAGE DES TRAVAUX.....	 7
6.1 PÉRIODE DE PRÉPARATION.....	7
6.2 VISA DU MAÎTRE D’ŒUVRE.....	8
6.3 DÉMARRAGE DES TRAVAUX.....	8
6.4 REGISTRE DE CHANTIER.....	8
 ARTICLE 7 – EXÉCUTION, CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	 8
7.1 INSTALLATIONS DE CHANTIER.....	8
7.2 HYGIÈNE ET SÉCURITÉ.....	8
7.3 PROPRIÉTÉ DU CHANTIER ET RESPECT DE L’ENVIRONNEMENT.....	9
7.4 PROTECTION DES OUVRAGES.....	9
7.5 RÉUNIONS DE CHANTIER.....	9
7.6 DEMANDES DU MAÎTRE D’ŒUVRE.....	10
7.7 RÉCEPTION DES TRAVAUX.....	10
7.8 DOSSIER DES OUVRAGES EXÉCUTÉS (D.O.E).....	10
7.9 REPLIEMENT DES INSTALLATIONS ET REMISE EN ÉTAT DES LIEUX.....	10
 ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ EN COURS D’EXÉCUTION.....	 11
8.1 PRINCIPE GÉNÉRAL.....	11
8.2 MODIFICATION SUR DECISION DU MAITRE D’OUVRAGE.....	11

8.3 SUJETIONS TECHNIQUES IMPREVUES.....	11
8.4 MODALITES DE VALORISATION ET D'AVENANT.....	11
 ARTICLE 9 - PRIX DU MARCHÉ.....	12
9.1 UNITÉ MONÉTAIRE DU MARCHÉ.....	12
9.2 FORME DES PRIX.....	12
9.3 CONTENU DES PRIX.....	12
9.4 RÉVISION DES PRIX.....	12
 ARTICLE 10 – RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE.....	13
10.1 AVANCE.....	13
10.2 RÈGLEMENT DES COMPTES.....	13
10.3 MODALITÉS DE PAIEMENT.....	13
10.4 DÉLAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	13
10.5 RETENUE DE GARANTIE.....	13
 ARTICLE 11 – PÉNALITÉS.....	14
 ARTICLE 12 – RÉILIATION DU MARCHÉ.....	14
 ARTICLE 13 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	15
 ARTICLE 14 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	15
 ANNEXE : CHARTE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT.....	16

ARTICLE 1 – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1 Objet

Le présent C.C.A.P a pour objet de définir les stipulations administratives afférentes à l'aménagement et à la réhabilitation partielle d'un bâtiment existant. La description et les spécifications techniques de chaque lot sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) spécifique à ce lot.

Cette première phase comprend :

- ✓ les travaux préparatoires ;
- ✓ l'installation de contrôle d'accès ;
- ✓ l'installation d'alarmes et de vidéos protection ;
- ✓ les travaux de second œuvre (cloisons, carrelage, peinture, menuiserie) ;
- ✓ les travaux d'électricité ;
- ✓ les travaux de plomberie ;
- ✓ le remplacement des portes, serrures et plan de travail.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) du présent marché.

1.2 Réglementation en vigueur

Le cadre normatif est composé du Code de la Commande Publique (CCP), notamment l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018, le décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 et le décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022.

Le marché est également soumis aux dispositions de l'Ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016 relative aux marchés publics dans les collectivités d'outre-mer (Polynésie française).

1.3 Procédure

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée, telle que le prévoit l'article L. 2123-1 et R. 2123-1 et suivants du Code de la commande publique.

1.4 Type de marché

Le marché est un marché de travaux dont la classification principale conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est : 45453100 – Travaux de remise en état.

1.5 Décomposition en lots et en tranches

Le marché est décomposé en 5 lots comme suit :

- Lot 1 : Second œuvre – Réfection et aménagement des sanitaires
- Lot 2 : Courant fort - Alimentation, distribution électrique et éclairage
- Lot 3 : Travaux de plomberie et aménagements des équipements sanitaires
- Lot 4 : Fourniture et installation de systèmes de contrôle d'accès et de sécurisation extérieure
- Lot 5 : Travaux de menuiserie (quincaillerie, portes intérieures et aménagement de cuisine)

Le présent document est commun à l'ensemble des lots.

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

1.6 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

ARTICLE 2 – INTERVENANTS

2.1 Maître d'ouvrage et pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur, désigné également maître d'ouvrage, est le Haut-commissaire de la République en Polynésie française.

2.2 Maître d'œuvre

La Maîtrise d'Œuvre (MOE) est assurée en régie par le SGAP. Le Responsable Immobilier de la section « immobilier » du SGAP est désigné comme représentant du Maître d'Œuvre sur le chantier, habilité à prendre toutes les décisions techniques nécessaires à l'exécution de chaque lot.

2.3 Coordination

La coordination générale des travaux est assurée par la section « immobilier » du SGAP :

Le secrétariat général pour l'administration de la Police en Polynésie
Bureau du budget, des achats, de la logistique et de l'immobilier
Section « immobilier »

M. Damien TROQUENET

Route de Faiere – Quartier Sainte-Amélie
BP 21 391 - 98 713 Papeete – Tahiti – Polynésie française

Téléphone : 40 46 89 24 ou 87 46 89 00 – E-mail : sgap987-immobilier@interieur.gouv.fr

2.4 Contrôle technique

Le contrôle technique sera assuré par un bureau privé.

2.5 Coordonnateur de sécurité et de protection de la santé des travailleurs

La mission de coordination SPS sera assurée par la section «immobilier» du SGAP. Le titulaire s'engage à appliquer les mesures générales de prévention issues du Plan Général de Coordination (PGC) fourni par le MOA.

2.6 Sous-traitance

Les articles R.2193-1 et suivants du code s'appliquent de plein droit.

Il est notamment rappelé qu'un sous-traitant ne peut exercer ses missions que sous réserve que le pouvoir adjudicateur l'ait accepté et ait agréé ses conditions de paiement.

ARTICLE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives général des travaux, les pièces contractuelles du marché¹ sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité décroissant ci-après :

- ✓ l'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (« Décomposition du prix global et forfaitaire ») ;

¹ dont seuls les exemplaires originaux conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font foi.

- ✓ le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P) n° 2025-12 et son annexe ;
- ✓ le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P) n° 2025-12 et son annexe ;
- ✓ le mémoire technique proposé dans son offre par le titulaire du marché ;
- ✓ le cas échéant, les déclarations de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs ;

ainsi que les pièces générales suivantes :

- ✓ le cahier des clauses administratives générales des travaux (approuvé par l'arrêté en date du 30 mars 2021), ci-après « CCAG - Travaux » ;
- ✓ le cahier des clauses techniques générales (C.C.T.G) applicable aux marchés publics de travaux pour les travaux extérieurs au bâtiment ;
- ✓ les documents techniques unifiés (D.T.U) pour les travaux de bâtiment.

ARTICLE 4 – OBLIGATIONS DU TITULAIRE

4.1 Obligations contractuelles

Ayant une parfaite connaissance de l'ensemble des pièces contractuelles du marché et ayant eu la possibilité de visiter le site avant remise de son offre, le titulaire ne pourra opposer la méconnaissance ou l'insuffisance d'informations pour ne pas assurer, partiellement ou en totalité, les prestations objets du présent marché.

4.2 Obligation de résultat

Le titulaire du marché est soumis à une obligation de résultat portant notamment sur la qualité des prestations exécutées, le respect des délais prévus, la rigueur et la qualification des personnels affectés à la réalisation des travaux.

Il s'engage à mettre en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens nécessaires - notamment les moyens humains, techniques et organisationnels indiqués dans son mémoire technique – afin de garantir les résultats.

En conséquence, tous les moyens et modalités décrits dans le présent C.C.A.P ou tous documents qui y sont cités, ne sont que des moyens minimaux et non limitatifs nécessaires au titulaire pour satisfaire à ses obligations. Le respect de ces moyens ne peut suffire au titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière.

Si le résultat n'est pas atteint, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, à ses frais et sans augmentation des prix, pour l'exécution d'une prestation conforme.

4.3 Assurance

Le titulaire est responsable des dommages que l'exécution des travaux peut engendrer.

Conformément aux dispositions de l'article 8 du CCAG - Travaux, le titulaire du marché souscrira une assurance de responsabilité civile professionnelle permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le titulaire fournira dès notification du marché une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie dont notamment, la nature des risques couverts, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Par dérogation à l'article L. 241-1 du Code des Assurances qui n'est pas applicable en Polynésie française, le titulaire n'est pas tenu de souscrire une assurance de responsabilité décennale pour ce marché.

ARTICLE 5 – DÉLAIS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

5.1 Délais d'exécution

Le délai d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Le délai d'exécution du présent marché, **qui ne pourra dépasser une durée de 6 mois**, est fixé et mentionné par le titulaire du marché dans son mémoire technique et détaillé dans un calendrier prévisionnel d'exécution, pour chaque lot candidaté.

5.2 Période de préparation

Par dérogation à l'article 28.1 du CCAG - Travaux, la période de préparation du présent marché sera fixée par le titulaire du marché dans le calendrier prévisionnel d'exécution. Sa date de démarrage sera notifiée au titulaire par ordre de service.

La durée de la période de préparation peut être prolongée par ordre de service, sauf si la raison du retard éventuel est imputable au titulaire ; l'ordre de service prolonge le délai d'exécution du marché de la même durée.

5.3 Prolongation des délais d'exécution

Les délais d'exécution pourront être prolongés dans les cas et selon les dispositions prévues par le CCAG - Travaux.

5.4 Délai de garantie

Les dispositions de l'article 44 du CCAG - Travaux s'appliquent de plein droit :

- sauf prolongation, le délai de garantie pour chaque lot du présent marché est d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux ;
- pendant cette période, outre les obligations qui peuvent résulter pour lui de l'application de l'article 41.4 du CCAG - Travaux, le titulaire est tenu à une obligation appelée « obligation de parfait achèvement » ;
- le délai de garantie peut être prolongé par décision du maître d'ouvrage.

ARTICLE 6 – PRÉPARATION ET DÉMARRAGE DES TRAVAUX

6.1 Période de préparation

La période de préparation est la période durant laquelle, avant l'exécution des travaux, certaines dispositions préparatoires doivent être prises et certains documents nécessaires à la réalisation des ouvrages doivent être établis.

Pour ce faire, le titulaire du marché procédera à l'établissement et à la présentation au visa du maître d'œuvre, tout document utile ou demandé par ce dernier, dont notamment :

- ✓ Le programme et le calendrier d'exécution des travaux, établis sur la base du calendrier prévisionnel détaillé d'exécution du marché joint au mémoire technique du titulaire, et conformément à l'article 28.2 du CCAG - Travaux ;

- ✓ Le cas échéant, les plans d'exécution, notes de calcul et études de détail nécessaires pour le début des travaux, élaborés à partir des études d'exécution réalisées par le titulaire (conformément à l'article 29 du CCAG - Travaux) ;
- ✓ Le plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (P.P.S.P.S) dont copie sera transmise au coordonnateur en la matière.

Le titulaire pourra également prendre toutes autres dispositions nécessaires telles que :

- ✓ La confirmation des commandes et le planning d'acheminement jusque sur le site ;
- ✓ La présentation d'échantillons, de notices ou de nuanciers.

6.2 Visa du maître d'œuvre

L'ensemble des documents établis par le titulaire sont soumis au visa du maître d'œuvre selon un planning établi par ce dernier. En l'absence d'un tel planning, ils seront soumis au plus tard 15 jours avant la fin de la période de préparation.

Tous ces documents sont datés, identifiés et authentifiés par le titulaire ou par son représentant.

Le délai de délivrance du visa du maître d'œuvre est fixé à 15 jours. Si, dans ce délai, le maître d'œuvre constate que les documents fournis par le titulaire ne lui permettent pas de délivrer son visa, il en informe le titulaire qui doit, dans le même délai, fournir l'ensemble des documents qu'il lui a été demandé de corriger ou de compléter.

6.3 Démarrage des travaux

Après validation, le calendrier détaillé d'exécution devient contractuel et le titulaire est tenu d'en respecter les dates et échéances.

Le cas échéant, la date de démarrage d'exécution des travaux est notifiée au titulaire du marché par ordre de service.

Au fur et à mesure de l'exécution des travaux, le calendrier détaillé d'exécution est tenu à jour par le maître d'œuvre.

En cours d'exécution et avec l'accord du titulaire du marché, le coordonnateur pourra modifier le calendrier dans la limite du délai d'exécution. Après validation du maître d'œuvre, le calendrier modifié sera notifié au titulaire du marché par ordre de service.

6.4 Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG - Travaux, il ne sera pas tenu de registre de chantier.

ARTICLE 7 – EXÉCUTION, CONTRÔLE ET RÉCEPTION DES TRAVAUX

Le titulaire s'engage à réaliser l'ouvrage conformément aux documents nécessaires à l'exécution qu'il a fait viser par le maître d'œuvre. Il ne peut, sauf accord exprès du maître d'œuvre notifié par ordre de service, commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu le visa favorable du maître d'œuvre sur l'ensemble des documents nécessaires à cette exécution.

7.1 Installations de chantier

Le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

7.2 Hygiène et sécurité

Le titulaire est responsable de l'application des règles d'hygiène et de sécurité du chantier, en fonction de la réglementation en vigueur, et plus particulièrement, des dispositions du code du

travail, en particulier les règles applicables en matière d'hygiène, de sécurité et de conditions de travail applicable aux opérations de bâtiment.

Il est également tenu d'observer tous les règlements (dont P.P.S.P.S) et consignes de l'autorité compétente, et le cas échéant, du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé.

Toutes infractions aux règles d'hygiène et de sécurité se verront sanctionnées.

À titre d'illustration, les manquements suivants ne seront pas tolérés :

- ✓ absence de port des équipements de protection individuelle (casque, chaussures de sécurité, ...) ;
- ✓ poste de travail sans ou avec sécurité imparfaite mettant en péril les propres salariés de l'entreprise et ceux des autres entreprises ;
- ✓ insuffisance des protections collectives vis-à-vis des occupants du site ;
- ✓ non-respect du mode opératoire des interventions sous-section 3 ou 4.

Tout comportement dangereux induira une mesure de mise en demeure de mettre le ou les postes de travail en conformité, avec la possibilité, devant un danger ou péril imminent, ou en cas de récidive, de suspendre l'activité concernée sans que le titulaire puisse prétendre à une quelconque indemnité.

Le non-respect des clauses et règlements de sécurité peut constituer une cause de résiliation du marché par le maître d'ouvrage pour faute du titulaire.

7.3 Propreté du chantier et respect de l'environnement

Afin de maintenir un environnement propre, le titulaire s'assurera que le chantier, ses abords et les voiries d'accès soient nettoyés quotidiennement.

En outre, dans le cadre de la préservation et de la valorisation de l'environnement, il prendra également toutes les mesures adéquates pour le respect des textes réglementaires, et en particulier, pour l'application et le respect, par son personnel intervenant, des dispositions de la charte annexée au présent C.C.A.P.

Une attention particulière est demandée concernant les règles essentielles, comme le tri des déchets produits sur le chantier et leur évacuation en décharge agréée. Les bons de décharge correspondants devront être remis au maître d'œuvre.

Tout manquement à ces règles pourra être sanctionné.

7.4 Protection des ouvrages

Le titulaire devra assurer la protection des ouvrages par tout moyen à sa convenance pendant ses interventions, et ce pendant toute la durée du chantier, jusqu'à la réception, afin d'éviter la dégradation et l'altération des ouvrages existants et des abords de chantier, ainsi que des ouvrages à réaliser.

Le cas échéant, la remise en état des ouvrages détériorés sera à sa charge.

7.5 Réunions de chantier

Le titulaire est tenu d'assister aux réunions de chantier et/ou de coordination inter-entreprises auxquelles il sera convoqué par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre ou toute autre personne habilitée.

7.6 Demandes du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre ou le coordonnateur peut signaler au titulaire du marché, la non-conformité d'ouvrages qu'il pourrait constater sur le chantier pendant l'exécution des travaux.

Il indiquera également un délai de mise en conformité desdits ouvrages, que le titulaire devra respecter sous peine de l'application des pénalités de retard prévues à l'article 10 du présent C.C.A.P.

7.7 Réception des travaux

La réception des travaux s'effectuera selon les dispositions de l'article 41 du CCAG - Travaux.

7.8 Dossier des ouvrages exécutés (D.O.E)

Conformément à l'article 40 du CCAG - Travaux, lorsqu'il demande la réception des travaux, le titulaire doit remettre au maître d'œuvre le dossier des ouvrages exécutés comprenant notamment :

- ✓ Les plans d'exécution des ouvrages conformes à la réalisation, les plans d'atelier ;
- ✓ Les spécifications de pose ;
- ✓ Les fiches de contrôle et des essais de mise en service ;
- ✓ Les fiches techniques des matériaux et produits mis en œuvre ;
- ✓ Les notices d'utilisation et d'entretien ;
- ✓ Les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre et les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements ;
- ✓ Les attestations de conformité ;
- ✓ Les constats d'évacuation des déchets.

Ces documents seront présentés comme suit :

- Un exemplaire au format « papier » du D.O.E et 2 exemplaires au format numérique (fichiers PDF et DWG) seront remis au maître d'ouvrage. Les plans informatiques en DWG comprendront l'ensemble des couches, fonds de plans et valeur ajoutée de l'entreprise.
- Le D.O.E doit être accompagné d'un mémoire pour la formation du personnel exploitant. Cette formation est réputée rémunérée par le présent marché ; elle sera unique et fera l'objet d'un procès-verbal signé par les participants.
- Pour chaque lot, le D.O.E se présentera sous la forme d'un ou plusieurs classeurs qui contiendront tous les documents (pièces écrites et plans perforés).
- Chaque classeur devra être soigneusement étiqueté avec toutes les références nécessaires (intitulé de l'opération, nom et numéro du lot, nom de l'entreprise, numéro d'ordre du classeur).
- Le premier classeur devra comporter le sommaire complet de l'ensemble du dossier (liste des pièces écrites et liste des pièces graphiques).
- Tous les documents devront comporter sur le cartouche, la mention DOE en gros caractère.

7.9 Repliement des installations et remise en état des lieux

Les lieux devront être laissés dans l'état dans lequel ils étaient avant le démarrage du chantier.

Le cas échéant, le titulaire disposera de 15 jours à compter de la date de réception des travaux pour évacuer l'ensemble de son matériel.

ARTICLE 8 – MODIFICATIONS DU MARCHÉ EN COURS D'EXÉCUTION

Le titulaire s'engage à réaliser l'ouvrage conformément aux documents nécessaires à l'exécution qu'il a fait viser par le maître d'œuvre. Il ne peut, sauf accord exprès du maître d'œuvre notifié par ordre de service, commencer l'exécution d'un ouvrage qu'après avoir reçu le visa favorable du maître d'œuvre sur l'ensemble des documents nécessaires à cette exécution.

8.1 Principe général

Le présent marché pourra être modifié en cours d'exécution dans les conditions et limites prévues par le Code de la commande publique et notamment ses articles L. 2194-1 et suivants. Toute modification portant sur les prestations, les prix, les délais ou la nature des engagements devra faire l'objet d'un acte modificatif, matérialisé par un avenant ou un ordre de service, selon les modalités ci-après.

8.2 Modifications sur décision du Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage (MOA), par l'intermédiaire du Maître d'Œuvre (MOE), se réserve le droit de prescrire au Titulaire :

- Des prestations supplémentaires ou modificatives rendues nécessaires par l'évolution du programme, des contraintes techniques imprévues ou l'optimisation de l'ouvrage. Ces prestations seront commandées par Ordre de Service (OS) et feront l'objet d'une valorisation financière selon les modalités définies à l'article 8.4.
- La suppression de certaines prestations initialement prévues au CCTP. Ces suppressions seront notifiées par OS et donneront lieu à déduction du montant du marché.

8.3 Sujétions techniques imprévues

Les modifications qui seraient rendues nécessaires par des sujétions techniques imprévues (telles que des obstacles non décelables lors de la visite du site) seront traitées selon les dispositions du Code de la commande publique.

Le Titulaire est tenu d'aviser immédiatement le MOE de toute sujétion rencontrée susceptible d'entraîner une modification des prestations ou des coûts.

8.4 Modalités de valorisation et d'avenant

Pour toute prestation modifiée, ajoutée ou supprimée :

- ✓ Utilisation des Prix du Marché : Les modifications seront valorisées en priorité en appliquant les prix unitaires figurant dans la DPGF (Décomposition du Prix Global et Forfaitaire) ou le BPU (Bordereau des Prix Unitaires) si applicable.
- ✓ Prix Nouveaux : En l'absence de prix applicable dans la DPGF, le Titulaire soumettra une Proposition Technique et Financière (PTF) détaillée au MOE pour accord sur un prix nouveau. Ce prix sera établi par décomposition de prix, sur la base des conditions économiques du marché.
- ✓ Formalisation : Si le montant cumulé des modifications prescrites par OS excède 5 % du montant initial du marché, ou si elles modifient substantiellement l'objet du marché, un avenant sera obligatoirement établi et signé par les deux parties avant la poursuite de l'exécution des travaux correspondants, dans la limite des seuils fixés par le CCTP.

ARTICLE 9 – PRIX DU MARCHÉ

9.1 Unité monétaire du marché

L'unité monétaire est le Franc Pacifique (XPF).

9.2 Forme des prix

Le présent marché est conclu à prix global et forfaitaire. Les prix hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) sont détaillés dans la DPGF de chaque lot.

Le montant estimé de l'opération est 38 926 937 XFP TTC, tous lots confondus (y compris ses avenants éventuels).

Les prix seront indiqués par le candidat dans la « décomposition du prix global et forfaitaire » (D.P.G.F) figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les prix hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) du marché sont détaillés par le titulaire dans la « décomposition du prix global et forfaitaire » (D.P.G.F) figurant dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

Les taux de la TVA à appliquer seront ceux en vigueur à la date de facturation.

Le taux de 13 % s'applique généralement aux prestations de services BTP (main d'œuvre et pose) et le taux de 16 % aux livraisons de biens (fournitures).

Le Titulaire devra être en mesure de justifier la ventilation des taux appliqués si demandé par le Maître d'Ouvrage.

9.3 Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux et prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

9.4 Révision des prix

Les prix du marché sont révisables. La révision est opérée sur les prix des travaux exécutés pendant le mois, auxquels s'applique un coefficient de révision (C) obtenu par la formule suivante :

$$C = 0,125 + (0,875 \times Im / I0)$$

Dans laquelle :

- I0 est la valeur initiale de l'index de référence « BTG 01.0 – Index général du bâtiment » publié par l'institut de la statistique de la Polynésie française du mois « zéro », correspondant au mois de remise de l'offre ;

- Im est la valeur de l'index de référence « BTG 01.0 – Index général du bâtiment » publié par l'institut de la statistique de la Polynésie française correspondant au mois d'exécution des travaux.

Par dérogation à l'article 12 du CCAG-Travaux, si la valeur de l'index n'est pas connue lors de l'établissement des états d'acomptes, la révision de prix se fera sur l'état d'acompte suivant la publication de l'index concerné.

ARTICLE 10 – RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE

10.1 Avance

Les dispositions des articles R. 2191-3 à R. 2191-12 du Code de la commande publique s'appliquent de plein droit, dont notamment :

- sauf refus exprimé par le titulaire du marché dans l'acte d'engagement, une avance lui sera accordée si le montant initial HT du marché est supérieur à 5 966 587 XPF (soit 50 000 €) et que le délai d'exécution du marché est supérieur à 2 mois ;
- le montant de l'avance est fixé à 30 % du montant initial toutes taxes comprises (TTC) du marché et est non révisable ;
- le remboursement de l'avance s'impute par précompte sur les sommes dues au titulaire (acomptes et solde) ;
- le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteindra ou dépassera 65 % du montant TTC du marché, et devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint 80 %.

Le délai de paiement de l'avance court à compter du commencement d'exécution du marché.

10.2 Règlement des comptes

Les dispositions de l'article 12 du CCAG - Travaux définissent les modalités de règlement des comptes.

10.3 Modalités de paiement

Les paiements seront effectués par virement sur le compte du bénéficiaire, renseigné dans l'acte d'engagement, conformément au relevé d'identité bancaire fourni par le titulaire du marché.

Le comptable assignataire chargé du paiement de la dépense est l'administrateur général des finances publiques en Polynésie française.

10.4 Délai global de paiement

Au moment de la publication du marché, le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours. Ce délai est susceptible d'être modifié afin de respecter le régime applicable en vigueur, sans pour autant donner lieu à la passation d'un avenant.

A défaut de paiement dans ce délai, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 4 773 XPF (soit 40 €) et des intérêts moratoires décomptés au taux en vigueur, seront dus de plein droit et sans autres formalités, au titulaire du marché.

10.5 Retenue de garantie

Les dispositions des articles R.2191-32 à R.2191-42 du Code de la commande publique s'appliquent de plein droit, dont notamment :

- le titulaire du marché a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer à la retenue de garantie, une garantie à première demande ou une caution personnelle et solidaire ;
- dans le cas où la garantie de substitution ne serait pas constituée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte sera prélevée.

Pour le présent marché, le montant de la retenue de garantie est fixé à 3 % du montant initial du marché, augmenté le cas échéant, du montant des modifications en cours d'exécution.

ARTICLE 11 – PÉNALITÉS

Les dispositions de l'article 19 du CCAG - Travaux s'appliquent de plein droit.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA et sont non révisables.

Par dérogation au CCAG - Travaux, en cas de manquement du titulaire du marché dans l'exécution de ses obligations, le maître d'ouvrage, sur proposition du maître d'œuvre, pourra procéder à l'application des pénalités suivantes, cumulables entre elles :

Prestations non conformes	Montant de la pénalité
Retard de transmission des documents demandés (attestation d'assurance, documents demandés pendant la période de préparation, P.P.S.P.S, D.O.E, ...)	Pénalité de 10 000 XPF par jour calendaire de retard et par document non remis
Manquement au respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité du travail telles que définies par la réglementation en vigueur	Pénalité de 50 000 XPF par infraction constatée et par personne et suspension du chantier jusqu'à ce que l'anomalie soit corrigée
Manquement au respect des règles d'hygiène et de sécurité sur le chantier et/ou retard dans l'application des dispositions prévues par le P.P.S.P.S	Pénalité de 30 000 XPF par jour calendaire
Manquement au respect de l'environnement et aux règles de propreté du chantier	Pénalité de 20 000 XPF par infraction constatée
Absences et/ou retards aux réunions auxquelles le titulaire est convoqué	Pénalité forfaitaire de 20 000 XPF appliquée en fin de marché.
Manquement ou retard dans la mise en conformité des ouvrages signalés par le maître d'œuvre	Pénalité de 20 000 XPF par jour calendaire de retard d'exécution
Retard d'exécution du marché constaté à la date de réception des travaux par rapport à la date contractuelle de fin de travaux	Pénalité d'un montant de 1/3000 ^e du marché hors taxe, hors avenant, par jour calendaire de retard d'exécution et plafonné à 10 % du montant total HT du marché

Ces pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement de ces dernières.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle, et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG - Travaux, le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exonérer le titulaire des pénalités.

ARTICLE 12 – RÉSILIATION DU MARCHÉ

Les dispositions du chapitre 7 du CCAG - Travaux s'appliquent de plein droit, dont notamment celles des articles 49 à 51 relatifs aux modalités et aux cas de résiliation du marché.

ARTICLE 13 – RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS ET LITIGES

Pour tous différends pouvant naître de l'exécution du présent marché, les parties s'engageront à rechercher préalablement une solution amiable.

À défaut, le litige relève de la compétence du tribunal administratif de la Polynésie française.

Aucun différend survenant entre l'administration et le titulaire ne peut être invoqué par ce dernier comme motif de suspension momentanée ou d'arrêt définitif de l'exécution des prestations.

ARTICLE 14 – DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

Les dérogations aux CCAG - Travaux sont les suivantes :

Articles du CCAP introduisant une dérogation au CCAG-Travaux	Objet de l'article	Articles du CCAG-Travaux concernés
3	Documents contractuels	4.1
4.3	Assurance décennale	8.1.2
5.2	Durée de la période de préparation	28.1
6.4	Pas de registre de chantier	28.5
8.4	Pas de révision provisoire des prix si index non connu	12.2
10	Exonération et/ou plafonnement des pénalités	19

ANNEXE : CHARTE DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT

Le titulaire s'engage à respecter les dispositions suivantes pendant toute la durée du marché :

MOYENS MATÉRIELS

- Limiter la fréquence des allées et venues des camions et engins de chantier.
- Contrôle anti-pollution des engins de chantier.
- Tous les engins devront subir un contrôle technique pour s'assurer de leur fiabilité. Le niveau sonore sera contrôlé et être conforme à la réglementation en vigueur. Aucun véhicule présentant un état d'usure avancé ne sera accepté sur le site du chantier.
- Un entretien régulier sera réalisé pendant toute la durée du chantier.
- Les dispersions de poussières seront évitées par des arrosages fréquents des terres non recouvertes.
- Les émissions de boue seront proscrites à l'extérieur du chantier.
- Un espace de nettoyage des véhicules sera mis en place à la sortie du chantier.
- La préfabrication à l'extérieur du chantier devra être systématique.
- Interdiction de jets de matériel, de fourniture et autres.

MOYENS HUMAINS

- Les ouvriers devront utiliser uniquement les lieux de vie et les installations sanitaires.
- Pas d'animaux domestiques autorisés sur le chantier.
- Tous les repas devront être pris dans les zones autorisées.
- Respecter un environnement sonore correct, l'utilisation d'appareils sonores est proscrite.
- Une tenue correcte est exigée sur le chantier.
- Il est interdit notamment l'introduction, la fabrication et la consommation d'alcool ou de drogue.
- Le port de vêtement permettant la reconnaissance de l'entreprise est exigé (gao, t-shirt, ...).
- Le stationnement de véhicules particuliers à l'intérieur du chantier n'est pas autorisé sans accord préalable du maître d'œuvre.

GESTION DES DÉCHETS ET EAUX USÉES

- Une zone spécifique pour les déchets et leur tri sera délimitée (suivant plan de gestion des déchets) et devra être respectée.
- Tous les déchets dangereux doivent être stockés à l'abri de la pluie, du soleil (risques de montée en température, d'inflammation et d'évaporation), conteneurisé, sur un sol étanche avec rétention.
- Tous les déchets légers doivent être protégés du vent (risque d'envol des cartons, des plastiques, des polystyrènes, ...) par des zones grillagées et/ou des contenants fermés, et/ou des abris de benne, etc.
- Tous les déchets recyclables facilement attaqués par les intempéries doivent également être protégés de la pluie (typiquement, le carton).
- Interdiction de déverser des eaux usées hors du système de collecte aménagé à cet effet.
- Interdiction de rejeter dans le réseau d'eaux usées tous les produits liquides (hydrocarbures, résidus de peinture, de colle, de vernis, acides, etc.) hors alimentaires et eaux vannes.

PRODUITS DE CONSTRUCTION

- Tous les produits employés à l'intérieur du bâtiment feront l'objet de fiches (COV, formaldéhydes).